



Global Bureau,
Office of
Agriculture and
Food Security

Note de Synthèse

(<http://www.aec.msu.edu/agecon/fs2/psynindx.htm>)

Number 53F

Mai 2000



Country Missions and
Africa Bureau
Sahel Regional
Program

COMMENT AUGMENTER LES REVENUS DES PRODUCTEURS? LEÇONS DE L'OFFICE DU NIGER AU MALI



par

Dramane Mariko, Valerie Kelly, et Anne Chohin-Kuper



Accord de Coopération Sécurité Alimentaire II entre l'USAID, Bureau Global, Centre de Croissance Economique et de Développement Agricole, Division de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire et le Département d'Economie Agricole de Michigan State University

CONTEXTE: L'un des objectifs de la dévaluation du FCFA était d'améliorer les revenus des producteurs à travers une meilleure compétitivité et des gains de productivité. Au Mali, ce sont surtout les secteurs rizicole, cotonnier et l'élevage qui ont bénéficié de cette mesure. Outre la dévaluation, les réformes de politique – libéralisation de la filière riz, réaménagements des périmètres irrigués – ont modifié l'environnement de la filière riz irrigué à l'Office du Niger. Pour analyser l'impact de ces changements de politique, l'Institut du Sahel (INSAH) en collaboration avec l'Institut d'Economie Rurale (IER) et Michigan State University (MSU) a réalisé une série d'enquêtes auprès des producteurs de la zone de l'Office du Niger. Les évolutions mises en évidence permettent d'illustrer l'impact des changements de politique sur les revenus et les stratégies des producteurs de la zone.

Les revenus des producteurs ont-ils augmenté?

Pour qui?

Les revenus du riz ont significativement augmenté pour presque tous les types d'exploitation mais ces augmentations sont très variables. En particulier, les revenus des petites exploitations des zones réaménagées ont peu progressé par rapport à ceux des autres

exploitations.

Les revenus des exploitations endettées sont en stagnation ou en diminution.

Les revenus du maraîchage des chefs d'exploitation, oignon* surtout, ont augmenté.

Dans la zone de Niono, la culture de tomate industrielle sous contrat, pour la production de concentré par la SOMACO, a montré un regain d'intérêt pendant les premières campagnes qui ont suivi la dévaluation.

Les femmes de l'Office du Niger ont vu leur revenu augmenter grâce, notamment, à la culture de l'oignon.

Indicateurs de changement

Les revenus ont augmenté de 40 à 60% en termes de pouvoir d'achat pour les exploitations des zones non réaménagées contre 22 à 87% en zone réaménagée (tableau 1). Les revenus de l'oignon ont augmenté selon les producteurs (d'au moins 20 à 30 % selon nos estimations) et la culture est devenue plus rentable. L'évolution

* Il s'agit essentiellement d'échalote dans la zone Office du Niger.

**Tableau 1 : Indicateurs de revenus 1996/97 et changements depuis la dévaluation**

Spéculation	Revenu net FCFA/ha	% Changement revenu	Revenu/jour	% changement revenu/jour	Revenu/capita
Riz	161 000 à 337 000	20 à 80%	2250 à 5000	12 à 72 %	51 000 à 122 000
Oignon	1 à 2 millions	20 à 30%	2500 à 3500	nd	4500 à 19 000

Source: IER/INSAH

des superficies indique un intérêt pour cette spéculation. Les superficies en oignon à l'Office du Niger ont augmenté de plus de 60% entre 1994/95 et 1996/97 pour atteindre 1500 ha. Plus de 35% des chefs d'exploitation réalisent une culture maraîchère de contre-saison alors qu'avant la dévaluation c'était une activité essentiellement pratiquée par les femmes. Ainsi, les cultures de diversification représentent près de 2400 ha en 1996/97.

Les exemples de changements du niveau de vie témoignent des améliorations mentionnées par la majorité des producteurs (1) diversification des régimes alimentaires: viande et poisson consommés plus fréquemment (2) organisation des baptêmes et fêtes avec des groupes de musique.

Cependant, selon les données d'enquête, le niveau de vie s'est dégradé pour environ 30% des exploitations, notamment certaines exploitations endettées, en raison de l'augmentation des prix des céréales et des condiments.

Quels sont les principaux facteurs ayant contribué à l'augmentation des revenus ?

Augmentation des rendements en riz

Les rendements en riz ont augmenté de 27% par rapport à la période avant dévaluation pour l'ensemble de la zone pour atteindre plus de 4T/ha (Graphique 1). Ces augmentations varient de 3 à 54% selon les zones -

augmentation en pourcentage plus forte en zone non réaménagée - et les types d'exploitation.

Les facteurs ayant contribué à ce gain de productivité sont :

(1) L'augmentation des doses d'engrais de 18 et 27% pour le DAP et l'urée respectivement. Les doses atteignent près de 100 kg/ha pour le DAP et 170 pour l'urée en moyenne pour l'ensemble de la zone (tableau 2).

Les doses demeurent supérieures en zone réaménagée par rapport aux zones non réaménagées.

Graphique 1. Evolution des rendements en riz. Office du Niger, Mali.



Tableau 2: Doses d'intrants par type d'exploitation après dévaluation et % de changement entre 1992/94 et 1995/97

	Urée		DAP	
	kg/h a	%	kg/h a	%
Zone réaménagée	195	16%	120	18%
Petites <4ha	196	7%	117	7%
Moyennes (4-10 ha)	193	30%	123	34%
Grandes (>10ha)	194	40%	125	40%
Zone non réaménagée	150	33%	80	14%
Petites <4ha	145	26%	78	11%
Moyennes (4-10 ha)	153	38%	75	9%
Grandes (>10ha)	166	49%	95	33%
Ensemble (pondéré)	169	27%	97	18%

Source : IER-ECOFIL/BNDA et IER-ECOFIL/PRISAS.

(2) Le réaménagement des parcelles de culture et la généralisation du repiquage du riz.

(3) L'investissement (surtout en main d'oeuvre) pour l'entretien et l'amélioration des parcelles de riz (planage, compartimentage).

Marché des intrants compétitif

La libéralisation de la filière riz et la dévaluation ont permis l'entrée de nouveaux commerçants dans la filière engrais à l'Office du Niger améliorant ainsi la compétitivité de la filière et la disponibilité des engrais dans la zone de production.

Cependant, les prix des engrais ont augmenté de 100% depuis la dévaluation, soit 30 à 40% en termes réels selon les zones de production.

La disponibilité en engrais bénéficie en premier

lieu à la filière riz mais elle permet aussi aux producteurs de produits maraîchers d'obtenir des engrais, en particulier pour l'échalote et la tomate.

Evolution du système de crédit

Malgré la crise d'endettement dans la zone, le système de crédit ne s'est pas effondré et des alternatives ont pris le relais des Associations Villageoises endettées : Caisses d'épargne et de crédit, Groupement d'Intérêt Economique (GIE) et surtout paiement au comptant des engrais auprès des commerçants. Les producteurs ont pris conscience de l'importance du remboursement et le système évolue progressivement dans ce sens.

L'accès au crédit des caisses permet aussi aux femmes de développer des activités génératrices de revenu: petit commerce, artisanat, maraîchage.

Augmentation des prix des produits et de la demande

La dévaluation a eu comme effet de rendre les produits locaux, notamment le riz et l'oignon, plus compétitifs et donc d'augmenter la demande nationale et sous-régionale et les prix de ces produits. Le prix du paddy au producteur a augmenté de 11 à 23% en termes réels entre 1992/94 et 1995/97. Pour le riz décortiqué, les prix n'ont pratiquement pas augmenté. Le prix de l'oignon a enregistré une hausse de 25%.

Environnement favorable

L'existence d'une infrastructure routière, de marchés et de services de vulgarisation a permis aux producteurs et aux commerçants de s'adapter et de saisir les opportunités créées par la dévaluation. L'existence de routes est particulièrement cruciale pour la commercialisation des produits maraîchers.



Complémentarité riz/maraîchage

Le développement des cultures maraîchères bénéficie des infrastructures, du système d'approvisionnement en intrants et d'écoulement des produits mis en place pour la culture du riz. Les revenus du maraîchage apportent un complément de revenu non négligeable qui permettent aussi de consacrer les revenus du riz aux investissements.

L'augmentation des revenus est-elle durable ?

Principales menaces

Le risque de consacrer les revenus additionnels aux dépenses de consommation plutôt qu'aux investissements productifs - engrais par exemple - pourrait remettre en cause les gains de productivité futurs.

Le système de crédit reste fragile et les dettes demeurent une contrainte pour l'accès au crédit intrants pour certaines exploitations.

Le coût élevé des engrais, s'il n'est pas maîtrisé, risque de diminuer la compétitivité des produits dans la sous-région par rapport aux produits importés.

La volonté de certains bailleurs de faire payer l'ensemble des coûts des aménagements par les producteurs, en augmentant par exemple la redevance ou les taxes, est une réelle préoccupation.

La productivité peut-elle encore augmenter ?

Les rendements potentiels en riz sont de 9T/ha pour certains types de sol alors que les rendements moyens actuels dans la zone varient de 4 à 5 T/ha avec, cependant, des exploitations atteignant plus de 8 T/ha sur des parcelles réaménagées.

Pour l'oignon, le potentiel semble loin d'être atteint avec des rendements très variables (de quelques tonnes à plus de 30) et un potentiel de 20 à 50 T/ha selon les zones.

Les doses d'urée utilisées pour la culture du riz n'atteignent pas la norme vulgarisée (240 kg/ha) et pourraient encore augmenter. Un système de crédit plus performant pourrait y contribuer.

Les enquêtes montrent que la recherche et la vulgarisation ont eu un impact important dans la zone (adoption du repiquage ou de variétés résistantes à la virose) et peuvent encore contribuer à des gains de productivité. La recherche doit continuer à améliorer les techniques culturales, examiner les possibilités d'augmenter les superficies en double culture, et envisager, si possible, la triple culture.

Le problème de demande se pose pour une plus grande intensification du maraîchage dans la zone. Des analyses de la demande pour les produits maraîchers dans les pays d'Afrique de l'Ouest sont nécessaires. Le manque de données dans la sous - région - exportations et importations, volumes de production, prix - constitue un problème majeur pour ces analyses. Les potentialités de transformation des produits maraîchers - concentré de tomate, oignon séché... - doivent aussi être examinées.

Le Programme Régional de Renforcement Institutionnel sur la Sécurité Alimentaire (PRISAS) s'inscrivait dans le cadre des activités de recherche sur la Sécurité Alimentaire du Programme Majeur Agro-socio-économie de l'Institut du Sahel. Il a initié, en 1996, en collaboration avec les équipes nationales de chercheurs de pays d'Afrique de l'Ouest, une série d'études concertées sur les filières dans ces pays. Ces recherches, menées dans le cadre de l'appui de Michigan State University (MSU) à l'Institut du Sahel, ont été financées par USAID Africa Bureau, Sahel Regional Programs, (AFR/SRP) dans le cadre de l'Accord no. 2 de Coopération sur la Sécurité Alimentaire entre l'USAID et MSU.

Mariko était chercheur au programme ECOFIL de l'Institut d'Economie Rurale du Mali; il est actuellement Food Aid Analyst à l'USAID/Mali; Kelly est Professeur associé à Michigan State University; Chohin-Kuper est Assistant Technique de la Coopération Française, chercheur associé au PRISAS, Institut du Sahel.